



Pacte mondial pour les migrations



« Le Pacte mondial sur la migration » – une question explosive et très actuelle. Selon les auteurs presque déjà un plan de salut pour tous les problèmes de notre temps. Mais qu'est-ce qui se cache derrière tout cela et pourquoi des États comme les États-Unis, l'Australie et l'Autriche ne signent-ils pas le traité ? Dans cette interview, Gerhard Wisnewski résume des informations de fond intéressantes et peu connues et des faits effrayants sur ce sujet.

Ivo Sasek : Vous voyez : Une table est installée derrière moi. Nous allons entendre une interview maintenant. Et il s'agit de ce qui se passera à Marrakech au Maroc le 10 décembre 2018. Il y a été décidé que plus de 190 États devraient signer ce qu'on appelle le « Pacte pour les migrations ». Les tireurs de ficelles, qui veulent presque nous vendre ce pacte comme un « remède », sont plutôt considérés par les sceptiques comme un grand danger mondial. Qu'est-ce qui est rattaché à ce pacte mondial ? Pour actualiser ce sujet, qui est d'un côté très chaud et d'un autre côté très actuel, nous souhaitons une fois de plus la bienvenue à Gerhard Wisnewski parmi nous. Bienvenue !

Le fait que Gerhard Wisnewski soit ici aujourd'hui a également une valeur bien plus élevée qu'on ne peut l'imaginer : Il est en train de terminer son livre de l'année « Camouflé, étouffé, oublié », ce bilan des atrocités commises. Il va le faire publier à nouveau... et il est en plein dans sa finalisation. C'est un grand cadeau pour nous qu'il soit ici aujourd'hui ! Alors, merci beaucoup ! Pour tous ceux qui n'ont jamais vu ou entendu Gerhard Wisnewski, vous allez voir maintenant sa biographie.

Biographie de Gerhard Wisnewski

- Né en 1959 à Krumbach (Souabe), a grandi à Francfort-sur-le-Main
- 1979 : Baccalauréat
- Dès 1978 (alors qu'il était encore à l'école) : Free-lance pour le journal allemand Frankfurter Nachrichten
- 1979-1981 : Travail free-lance pour d'autres journaux de la région de Francfort tels que Blitz-Tip, Frankfurter Neue Presse, Bild Frankfurt.
 - 1981-1990 : Etudes en sciences politiques avec des matières secondaires en psychologie et sociologie (à Munich)
 - 1981-1986 (pendant ses études) : Activité journalistique indépendante pour différents journaux de la région de Munich (Abendzeitung (AZ), Zeitungsverlag tz München, Münchner Stadtzeitung, Stern-München)
- Depuis 1986 : Journaliste à plein temps, écrivain et auteur de films.
- Sujets : Science, technologie, histoire, politique.
- Coopérations antérieures avec d'autres bureaux de presse (quelques exemples) :
 - NRZ, BIO, Natur, SZ-Magazin, Deutsches Allgemeines Sonntagsblatt, taz, Cosmopolitan, tempo, P.M.-Magazin, Stern, News (Autriche), Facts (Suisse), Ergo, Zürcher Tagesanzeiger (Suisse), Die Woche3, Die Weltwoche (Suisse), Wochenpost, SDR, WDR, ARD, ZDF, éditions Knauer, Knesebeck, Lamuv. et bien sûr Kopp Verlag.

• Production de nombreux livres et émissions de télé ainsi que d'innombrables articles de •
2009 : Prix José Lutzenberger Willy Brunner décerné pour son courage civil et ses mérites
en tant qu'homme de dévoilement

Son sujet d'interview aujourd'hui : « Le pacte global pour les migrations »

Ivo Sasek : Je n'ai pas besoin d'expliquer qu'il s'agit vraiment d'une pointure. C'est le
Sherlock Holmes du monde du dévoilement.

Gerhard Wisnewski: Bonjour !

Ivo Sasek : Oui, c'est difficile avec le micro. En fait, on devrait se saluer comme ça....

Gerhard Wisnewski : ... plein de trucs techniques, du coup on ne sait même plus comment
se dire bonjour.

Ivo Sasek : Je voudrais maintenant demander aux intervieweurs de venir, Stefanie et Marc,
qui ont déjà fait la dernière interview. Nous voulons entendre parler de ce sujet passionnant.

Gerhard Wisnewski: Bonjour, bonjour !

Intervieweuse : M. Wisnewski, le pacte mondial pour les migrations, une question politique
très explosive...

Gerhard Wisnewski: Oui.

Intervieweur : ... qui provoque des controverses dans différents pays, qui a très longtemps
été passée sous silence dans certains pays, comme par exemple en Allemagne. Le Pacte
sur les migrations est prétendument un document juridiquement non contraignant. Alors
pourquoi est-il d'une importance si éminente de le signer ?

Gerhard Wisnewski : Oui, je voudrais peut-être dire quelques mots à l'avance ou ajouter
quelques mots, car on parle tout le temps de ce Pacte mondial pour les migrations, mais
heureusement pas dans sa totalité. Ce pacte est lié à deux autres documents. Le premier
s'appelle la « Déclaration de New York » de 2016, le deuxième est un rapport du Secrétaire
général de l'ONU « Gérer la migration au profit de tous » de 2017 et la troisième chose, c'est
que l'ensemble ne fait que déboucher sur ce Pacte mondial pour la migration, mais tout ça
est tout imbriqué et alors, si on veut, ça constitue – déjà maintenant ou ça constituera avec
le temps – du droit international en vigueur. En d'autres termes, quand je vais parler du
Pacte, je citerai aussi parfois certains extraits de ces deux autres documents. Mais là on voit
que tout ça a déjà été énormément préparé à l'avance, de manière sous-jacente pendant
des années ; et comme vous l'avez dit, nous n'avons eu sur ce sujet absolument aucune
discussion, rien, rien là-dessus. Au tout dernier moment, les médias alternatifs et un parti en
Allemagne ont réussi à en faire un sujet de discussion. Mais ce n'était pas prévu comme ça,
c'était censé être gardé caché et adopté en secret. Et entre autres choses, un autre secret
de ce pacte migratoire, c'est que personne n'a joué un rôle de premier plan dans ce pacte si
ce n'est précisément le gouvernement fédéral allemand.

Intervieweur : Le Pacte pour les migrations devait être signé par 193 états. Les États-Unis se
sont retirés tout de suite, l'Autriche s'est retirée, la Hongrie s'est retirée, l'Australie s'est
retirée. Plus récemment, l'Estonie est sortie aussi, et probablement aussi la République
tchèque. D'autres pays, et ça, il y en a pas mal, ne l'ont pas encore définitivement rejeté,
mais il y a une forte probabilité qu'il y ait là aussi de la résistance. La question est la
suivante... ces pays qui sont sortis ont d'énormes inquiétudes juridiques... on se demande
pourquoi alors d'autres gouvernements, comme le gouvernement allemand, veulent-ils à tout
prix signer ce pacte ?

Gerhard Wisnewski : Eh bien, c'est une question très intéressante. Donc, pour vous donner
un petit aperçu : Qu'est-ce que c'est que ce pacte migratoire ? Et où mène-t-il ? D'où vient-
il ? Pourquoi y a-t-il tant d'intérêts en jeu ?

Ce pacte migratoire est donc censé en quelque sorte d'établir la migration comme une institution permanente. Jusqu'à présent, nous avons toujours pensé : Ah oui, il y a une guerre là et une révolution ici, il y a des réfugiés ou des dissidents qui doivent fuir. Mais ces événements occasionnels sont censés devenir un état permanent, une migration permanente. Et cela doit être organisé à l'échelle mondiale et globalement. Et cela signifie que nous devrions devenir une sorte d'Etat mondial de la migration. Et pire encore : vu globalement, le seul citoyen qui devrait vraiment valoir quelque chose, ce serait le migrant. Ce n'est plus l'autochtone, ce n'est plus l'humain dans les pays cibles. Et pourquoi cela ? Cela tient au fait que ces migrants constituent, pour ainsi dire, les citoyens, le peuple de l'État, d'un nouvel État mondial, de l'État mondial de l'ONU.

Donc, si on lit ce pacte migratoire, je l'ai ici avec moi, 32 pages en petits caractères, alors on constate que la seule personne dont il est encore vraiment question, c'est le migrant. Donc, si nous voulons que quelqu'un s'occupe de nous, par exemple pour prendre soin de nous, pour protéger nos droits, alors nous devrions fuir le plus vite possible, quelque part. Nous pouvons alors être certains que l'ONU s'occupera de nous jusqu'au bout, qu'elle nous chouchouera, nous informera, nous approvisionnera, protégera nos droits. Et cela parce que le migrant est censé devenir, pour ainsi dire, le citoyen naturel de l'ONU, ou de l'État mondial de l'ONU, et que tous les autres n'ont pratiquement plus de droits. Ce pacte sur les migrations en est la preuve, même si je dois bien sûr mentionner que les migrants eux-mêmes, les réfugiés eux-mêmes, ne sont eux aussi que des victimes, des masses dont on dispose. Ce sont des instruments qu'on utilise, qui ne sont pas non plus autorisés à avoir une patrie. Et cela vient s'ajouter à ce nouvel État mondial de l'ONU, qui doit être constitué à partir de personnes déracinées, sans patrie, et donc aussi bien sûr particulièrement faciles à diriger.

Intervieweuse : Dans ce pacte, il est souligné à plusieurs reprises qu'il n'est pas juridiquement contraignant, mais les expressions « engagement », « contraignant », « nous nous engageons... »... sont plusieurs fois utilisées. On dit toujours que le pacte n'est contraignant que sur le plan politique. Mais quelle est la différence ?

Gerhard Wisnewski : C'est un truc sémantique qui est utilisé. Il y a les deux choses dans ce pacte. On dit qu'il n'est pas juridiquement contraignant, ce mot « juridiquement » est très important ; et d'autre part on lit 44 fois la formulation, 44 fois sur 32 pages, « nous nous engageons », ou si l'on ne prend que la racine du mot allemand on peut même le trouver 87 fois, donc plus de 3 fois par page. Et c'est là l'engagement politique. En d'autres termes, ce pacte n'est pas juridiquement contraignant pour l'instant, nous ne pouvons donc pas nous plaindre de ce qui est écrit là-dedans.

Mais il est politiquement contraignant pour les signataires, à savoir les États, de telle sorte qu'ils sont censés transposer en droit juridique tout ce qui est écrit là-dedans.

Et puis je dois poser une question : Alors si je ne veux pas m'engager, pourquoi est-ce que je signe quoi que ce soit ? Oui, c'est ridicule, bien sûr. Absurde. Et il a également été dit que ce n'est pas juridiquement contraignant, mais qu'il s'agissait d'une déclaration d'intention. Mais je me demande... est-ce que ça arrange les choses ? Parce qu'à travers cela les États déclarent : Ce n'est pas encore du droit applicable, mais nous voulons cela ! Nous voulons que cela soit mis en œuvre. Nous voulons en faire du droit juridique. Et qu'est-ce qu'il contient d'autre ? Je ne peux qu'être superficiel, pour ainsi dire, en raison de la complexité de ce seul document.

Comme je l'ai dit, il y en a au moins trois. Il s'agit en fait de faire de la migration un état permanent, d'étendre la migration, de ne plus demander pourquoi quelqu'un migre mais que celui qui se dit : « Ah tiens, je pourrais peut-être émigrer ailleurs », alors celui-là se trouve

sous la protection de ce pacte ou devrait également être placé sous la protection des États. On s'éloigne ainsi de plus en plus de cet état d'urgence, dans lequel doit se trouver le migrant ou le réfugié, et on va vers une légitimation totale de la migration. C'est-à-dire que d'une certaine manière... autrefois en Allemagne, on disait qu'il suffisait de crier « asile ! » et vous étiez pratiquement pris en charge dans tous les domaines.

Maintenant, l'ONU met en place un nouveau régime : il suffit de dire « migrant » et vous êtes pris en charge par tout le monde.

Intervieweuse : Est-ce que cela signifie une migration illimitée pour tous ?

Et surtout, pour le bien de qui cette migration illimitée a-t-elle lieu ?

Gerhard Wisnewski : En principe, il n'y a en fait aucune exigence quant au moment où un migrant peut, pour ainsi dire, demander son admission dans un autre État. Et des infrastructures seront créées. J'aime aussi parler de la migration « full-service ». Des itinéraires seront donc mis en place pour les migrants avec des centres de conseil, avec de l'approvisionnement. Donc, là on remarque aussi : Pourquoi ai-je besoin de ça, de tels points de conseils ou d'information pour les migrants, si ce n'est qu'occasionnellement quand une guerre éclate dans cette région ou sur ce continent ? Non, j'en ai besoin seulement si je m'attends vraiment à ce qu'il y ait une migration dans les règles – comme c'est le cas au nom de ce pacte – ou une migration régulière à grande échelle. Et cela doit se faire à grande échelle, parce que c'est la stratégie de l'ONU pour fonder cet État mondial, ces migrants sont leurs citoyens idéaux : sans-abri, sans racines, sans défense, confus, « manipulables ». L'ONU elle-même les appelle une ressource et ce pacte contient aussi cette pensée. La migration est donc le nouveau « Plan Marshall » de l'humanité. Cette migration est tellement géniale ! Il s'agit donc d'un remède miracle pour l'économie, qui nous apportera à tous prospérité et bien-être et progrès et, et, et, ... c'est à peu près le sens de ce qu'ils ont écrit. Et on croirait qu'ils ont découvert un nouveau champ de pétrole. Donc, quelque part, un énorme gisement de pétrole, qu'ils appellent maintenant migration et ils disent : « Bonjour tout le monde, cela va résoudre tous nos problèmes économiques. Tous les problèmes en général. C'est une excellente ressource ! » – c'est écrit littéralement comme ça, et la vérité, c'est que c'est une gigantesque arnaque.

Intervieweur : Le professeur Stephan Harbarth du parti allemand CDU, a assuré lors du débat au Bundestag allemand, qu'avec ce pacte – du fait que ce pacte est signé par tous – les autres pays sont désormais au même niveau social que la République fédérale allemande, par exemple. Et il a aussi dit que si on contredit ce pacte maintenant, alors on va provoquer des flux de réfugiés – ou « flux migratoires » comme on doit dire maintenant – vers l'Allemagne, parce que les autres... je ne sais pas... n'ont aucune chance d'atteindre notre niveau ?

Que pensez-vous de cette déclaration ?

Gerhard Wisnewski : Nous pouvons être complètement rassurés, pour ainsi dire, car le reste du monde atteindra probablement le niveau technique et économique de l'Allemagne ou de la Suisse d'ici deux semaines grâce à ce fabuleux pacte. Et c'est une excellente déclaration. En fait, c'est un tour de passe-passe, un tour de passe-passe idiot. Parce que, vous devez vous imaginer, que nos pays d'Europe centrale ont le niveau de vie le plus élevé. Peut-être les États arabes, les États pétroliers mis à part. Ils ne pourront jamais, et certainement pas dans un court laps de temps – élever d'autres États à ce niveau. C'est exclu. C'est juste, juste une forme d'abêtissement du peuple.

Intervieweur : J'aimerais revenir un peu en arrière. Le fait est que la traduction allemande du pacte pour les migrations – je vais aller droit au but maintenant – n'a été publiée que le 18 octobre de cette année, bien que le travail se poursuive depuis 2016. Pour autant que je sache, les fondations ont été posées en 2007. Et en 2011 à Davos, il y a aussi eu un agenda

venu du monde des affaires. On a commencé à parler du Pacte migratoire lorsque les médias libres, tels que Kla.TV et d'autres médias, ont commencé à signaler que l'Autriche se retirait du pacte, et les États-Unis aussi. Les médias sont restés silencieux pendant longtemps et les politiciens aussi. Mais de quoi ont-ils donc peur ?

Gerhard Wisnewski : Donc, comme je l'ai dit, ce pacte, en particulier, mais surtout la politique de l'ONU en général, est en fait une sorte de politique masquée, une politique souterraine, qu'on essaye d'écarter autant que possible de la discussion publique.

... Bien sûr, on compte aussi sur l'inertie des gens. Ils doivent faire face à la politique régionale, à la politique locale, à la politique fédérale. On les submerge autant que possible avec des élections, dans la mesure du possible, avec des élections et les questions qui concernent l'ONU peuvent ainsi passer inaperçues. Cela signifie que ces cachoteries – que je devrais peut-être ajouter à ce que j'ai dit précédemment – ce n'est pas nécessairement nouveau ; il existe déjà des centaines et des milliers de résolutions et d'accords. Si nous les lisions, nous serions effarés de voir ce que l'ONU a décidé pour nous derrière notre dos pendant des décennies, avec le consentement de notre gouvernement. Et ce que je trouve si formidable dans ce débat c'est que, pour la première fois, les gens se réveillent vraiment avec un tel traité de l'ONU et voient ce qui se passe réellement dans leur dos. Et à partir de là, on peut aussi, et c'est aussi un point très important, découvrir le reste de ce qui s'est déjà passé et ce qui va encore se passer.

Intervieweur : Oui, je trouve ça aussi intéressant. Mais ces caractéristiques ne sont-elles pas celles d'une indéniable conspiration ?

Gerhard Wisnewski : Oui, bien sûr, c'est une conspiration, bien sûr que oui. Mais elle dure depuis de nombreuses décennies. Un point de départ important. Quelque part nous connaissons l'ONU en tant qu'organisation humanitaire. Je dis toujours le grand géant blanc. S'il y a des problèmes quelque part, l'ONU est tout de suite sur place. Donc, avec les colis de nourriture et les troupes pour la paix, les casques bleus, et puis elle se place souvent là et joue l'impuissante : « En fait, nous ne pouvons malheureusement rien faire et nous ne pouvons que lancer des appels. » Mais l'ONU a été pratiquement fondée par certains des pires chefs de guerre et stratèges de la planète, à savoir Winston Churchill et Franklin Delano Roosevelt. En 1941, sur un navire de guerre, bien sûr, ils ont adopté une charte, la Charte de l'Atlantique. Et c'est devenu le précurseur de la Charte des Nations Unies. Ce que je veux dire, c'est que l'ONU est un projet stratégique à long terme visant à impliquer l'humanité tout entière dans cette sphère de domination, et cela au début avec beaucoup de philanthropie. Elle dit : « Nous sommes les gentils, nous aidons, nous désamorçons les crises, et ne fais pas le difficile... Allez... ! Laisse-nous conclure un super pacte ». Tout cela semble bien mielleux quand vous le lisez. Et en réalité, il s'agit seulement d'intégrer le monde entier dans un tel régime, dans un régime mondial, si possible pas avec la force des armes, mais avec ce que l'on appelle un « Soft-Power » (pouvoir doux). Et avec ce pacte maintenant, ce régime est en train de faire tomber peu à peu son masque. On voit cela, par exemple, dans les mesures de censure, de propagande, qui sont définies ici. Il est par exemple écrit qu'il est impératif d'influencer le débat public sur cette migration dans un sens positif. Nous ne devons pas permettre que l'ordre du jour soit ralenti ou arrêté par de fausses déclarations, etc. Et peu à peu, l'ONU commence à faire tomber son masque dans ce traité. Et derrière, il y a le vilain visage de la dictature qui apparaît vraiment.

Intervieweuse : Donc, selon ce pacte, des choses comme la discrimination raciale, l'intolérance, la xénophobie, etc. devraient être combattues. Ce sont en fait de très bons buts. Mais quand on vous entend maintenant, comment cela concorde-t-il ? Eh bien, vous dites que par rapport à ce qu'il y a d'écrit là-dedans, en fait c'est le contraire.

Gerhard Wisnewski : Oui, je peux vous expliquer comment cela concorde. En effet, la

discrimination raciale, la xénophobie, je dirais maintenant – grosso modo – la diffamation et ce genre de choses, sont strictement interdites par ce pacte, mais seulement lorsque cela concerne des migrants. Pas si cela concerne des autochtones... Voilà, nous trouvons ici des formulations très intéressantes, où dans des propositions subordonnées, on fait souvent expressément référence aux migrants. Donc par exemple : Nous devons protéger les femmes, nous devons protéger les humains, il faut protéger les migrants de la xénophobie... Ils doivent également être protégés contre les agressions violentes, ces personnes qui sont des migrants. Et je me demande ici : Hé, pourquoi est-ce limité gnifie d'un autre côté que par ce pacte l'habitant autochtone, le résident est complètement privé de ses droits. Et comme je vous l'ai déjà dit, c'était peut-être difficile à imaginer au début, mais le migrant est le nouveau détenteur des droits sur notre planète, le nouveau citoyen de l'État global, pas le sédentaire. Vous pouvez tout de suite aller mieux si vous vous mettez en route déjà pour fuir. On n'en est pas encore là, mais on peut y venir. C'est préparé là-dedans. Si vous êtes un autochtone, ce pacte ne vous fait bénéficier d'aucune protection. Seulement si vous êtes migrant.

Intervieweur : C'est intéressant. Une fois, pour m'amuser, j'ai tapé dans Google : Migration vers l'Afrique. Mais on ne trouve encore rien pour l'instant.

Gerhard Wisnewski : Étrange ?

Intervieweur : Oui. La question est la suivante... discrimination, racisme, discrimination raciale, comme l'a dit ma collègue. Ce sont tous des termes qui sont vraiment géniaux. Je suis également favorable à ce que l'on ne s'attaque pas violemment aux autres ou à ce que l'on dise : « Il est noir et nous sommes blancs », ou toute autre division de ce genre... Mais la question est la suivante... nous avons une si belle langue allemande, les mots ont aussi des définitions, et qui les définit maintenant ? Qu'est-ce que le racisme ? La xénophobie ?

Gerhard Wisnewski : Oui, ça vient en plus. Toutes ces interdictions de racisme, etc. semblent bonnes au premier abord, jusqu'à ce que vous découvriez qu'elles ne sont pas destinées à s'appliquer à nous, les citoyens des États cibles, et jusqu'à ce que dans un deuxième temps vous vous posiez la question : mais qui définit réellement cela ? Qu'est-ce que le racisme ? Et l'ONU et ses gouvernements vassaux, comme les gouvernements allemand, suisse, autrichien, et tous les autres aussi, qui le définissent bien sûr, ce sont eux qui ont le pouvoir de le définir.. Nous avons également des fondations en Allemagne qui le définissent. Des fondations qui sont financées par l'État. L'une d'elles est la Fondation Amadeu Antonio, qui a publié un livret contenant un catalogue complet de définitions du racisme. Par exemple, si vous dites seulement en relation avec les autochtones et les migrants : nous et eux. C'est du racisme. Et cela va très, très loin. Et on a essayé d'élargir de plus en plus. Et je vais vous dire autre chose : toute la propagande antiraciste que nous entendons depuis longtemps, depuis des décennies, prépare tout ça depuis longtemps, cette vague mondiale de migration. On a donc essayé, pour ainsi dire, de nous former préalablement contre la haine de l'étranger, la xénophobie, le racisme (s'il existe) depuis longtemps afin de pouvoir mener à bien cet agenda actuel. C'est la fonction principale. On a pour ainsi dire éteint nos forces de défense, notre système immunitaire « psychologique ». Afin que nous ne nous défendions pas trop, contre trop d'étrangers, que nous percevions cela comme normal, que notre système immunitaire psychologique ne réagisse plus du tout. Ça c'est le but de cette propagande antiraciste que nous entendons depuis des décennies. Simplement pour préparer ce plan, ce plan global.

Intervieweuse : En Allemagne, il y a eu un débat au Parlement le 8 novembre sur le pacte migratoire. Bismarck aurait dit : « Si quelque part, entre deux puissances, on fait un pacte qui semble tout à fait inoffensif, on doit immédiatement se poser la question ; qui va être tué ici ». Est-ce une citation appropriée pour ce pacte ?

Gerhard Wisnewski : Tout à fait appropriée, car il y a une intention derrière chacun de ces contrats. Si je n'ai pas d'intention, je n'ai pas besoin d'un contrat. Ce qu'a dit Bismarck est peut-être un peu exagéré. Il peut aussi y avoir des contrats positifs. Mais dès que des traités sont conclus – en particulier des traités de l'ONU – je ne peux que mettre en garde contre eux. Il ne s'y cache certainement rien de positif pour nous. Il s'agit d'un projet stratégique de puissances belligérantes mondiales, comme l'ONU. Je ne suis pas le seul à parler de migration, de migration de masse...

La migration a toujours existé, même à petite échelle. Il n'y a rien de mal à cela. Mais la migration de masse organisée n'a pas seulement été décrite par moi, mais aussi par d'autres avant moi, comme une arme de migration. Et là avec cette idée d'utiliser la migration mondiale organisée comme arme, nous revenons à l'idée de ces fondateurs, de ces parrains de l'ONU, c'est-à-dire Roosevelt et Winston Churchill, qui voulaient en quelque sorte l'utiliser pour poursuivre leurs affaires de guerre. C'est comme ça qu'on a justifié tout cela. Ah ! cette Seconde Guerre mondiale, c'était si terrible ! Ainsi, comme deux alcooliques jurent au lendemain d'une grosse cuite : Eh bien, non, on ne le referra plus jamais ! C'est terrible, mais nous avons en quelque sorte été obligés de le faire... Si nous regardons l'expansion que l'Empire anglo-américain a réalisée au cours des deux guerres mondiales, alors je ne peux que dire : Pourquoi un homme d'affaires prospère, après une affaire réussie, se distancierait-il de son affaire ? À savoir, la conquête du monde, la domination du monde.

Intervieweur : Ce pacte, si on en comprend les formulations, si on s'en occupe, est-il en fait question de céder tous les droits nationaux, la dissolution des États nationaux ? Et donc rien de moins que l'abolition complète de la démocratie – au profit de ce super – « État de l'ONU » ?

Gerhard Wisnewski : Exact. La première étape est bien sûr de supprimer au maximum les frontières. Bien qu'on prétende que les frontières existent toujours. Et que chaque État garde sa souveraineté. C'est aussi évoqué là-dedans à un endroit, mais seulement pour la forme. Et l'État peut décider qui peut entrer. Mais seulement dans le cadre de ses obligations internationales, c'est-à-dire dans le cadre, par exemple, de ce pacte migratoire. Si quelque chose de différent est écrit là-dedans, il perd sa souveraineté. C'est comme ça que ça fonctionne.

Intervieweur : C'est là le point : L'Autriche, par exemple, dit très clairement : non, nous nous retirons parce que nous n'abandonnons pas notre souveraineté nationale sur les frontières. L'Australie, par exemple, exactement la même chose. Au cours du débat au Parlement, pour revenir au débat au Parlement, et je vais revenir à M. Harbarth car je pense qu'il voit les choses différemment. Il invoque le paragraphe 15 du Pacte. Je cite : « Les États ont le droit souverain de déterminer leurs propres politiques migratoires, ainsi que leur prérogative de réglementer la migration dans leur juridiction, conformément au droit international. » Alors, qui a raison maintenant ?

Gerhard Wisnewski : Oui, bien sûr. La porte est déjà ouverte ici, dans cette phrase : « Conformément au droit international ». Et c'est cela, le droit international : le Pacte mondial pour les migrations. Ce qui veut dire, bien sûr, qu'ils ne sont plus souverains. Tout comme quiconque passe un contrat, quel qu'il soit, n'est plus souverain. Donc, quand je signe un contrat pour l'achat d'une voiture, à ce moment-là, je ne suis plus souverain de cette décision. Et bien sûr, c'est la même chose ici, et avec toutes ces expressions de souveraineté, il est toujours dit : dans le cadre du droit international ou dans le cadre des obligations internationales, l'État est libre de faire ceci et cela ou de décider, en quelque sorte, du sort des migrants. Mais ce sont précisément ces obligations internationales qui sont en cause.

Intervieweur : Est-ce que cela fait référence également à la déclaration d'Antonio Guterres, le Secrétaire général de l'ONU ? Il a dit qu'il voulait éliminer les fausses informations. Est-ce que par fausses informations on comprend par exemple ce qu'annoncent le Ministre de l'intérieur autrichien, ou les Australiens, ou les Etats-Unis ? Quelles sont les fausses informations que M. Guterres essaie d'éliminer ?

Gerhard Wisnewski : Oui, cela nous amène au deuxième point de votre dernière question, la dictature, qui s'exprime aussi, entre autres, dans le fait de manipuler et de contrôler les opinions, de supprimer des expressions d'opinion. Et quand on lit ces parties du Pacte migratoire qui traitent tout à coup des médias, on a l'impression que c'est vraiment là qu'apparaît ce langage orwellien. Donc, on veut contrôler les reportages, on veut éclairer les journalistes, on veut s'assurer qu'ils ne mettent pas en péril l'ordre du jour et, bien sûr, tout cela dans le cadre de la liberté de la presse, évidemment. J'ai dit langage orwellien, parce qu'on trouve aussi dans ce pacte une certaine double pensée et un certain double langage. Comme Orwell l'a déjà décrit, on peut dire une chose et son contraire. Ainsi, l'autre ne peut jamais prétendre que ça n'a été mentionné nulle part, puisque ça a été mentionné. Mais d'ailleurs ça n'a aucune importance, parce que la pratique en sera différente.

Intervieweuse : Est-ce que dans ce cas cela signifie que la liberté d'expression en matière de migration prendra fin avec le pacte ?

Gerhard Wisnewski : À mon avis, oui. Le Pacte a consacré quelques paragraphes à ce problème de prétendue fausse représentation, de fausse influence du public et d'autres choses du genre, et on voit là que la liberté d'expression est considérée par les auteurs de ce Pacte comme un très gros problème dans la réalisation de ce programme mondial de migration. Et c'est ainsi qu'ils l'écrivent vraiment, on sent aussi cet esprit autoritaire qui ressort de ce document. Ils parlent donc vraiment de mesures visant à influencer les médias.

Il s'agit même de mettre fin au soutien financier, quel qu'il soit, pour les médias qui ne suivent pas cela, c'est-à-dire qui ne cessent pas d'avoir une vision critique de la migration. Et il y a aussi une citation du Secrétaire général de l'ONU, que je ne vais sûrement pas trouver aussi vite, qui a même dit... et comme je l'ai déjà évoqué, le rapport du Secrétaire général de 2017 sur la question des migrations fait partie du pack du droit international. Ah, je l'ai trouvé ici : « La nécessité d'une coopération dans ce domaine n'a plus besoin d'être débattue, car la migration est une réalité globale en croissance constante. » Point final ! Donc, à propos de cette question migratoire, le dictateur en chef de la planète dit qu'on n'a plus besoin de mener aucun débat. Et d'après ce pacte migratoire, tout journaliste, tout média, devra tôt ou tard craindre des sanctions sévères s'il ne s'y conforme pas, sachant que ce n'est pas une idée pour un futur lointain. Nous ressentons tous déjà ce vent contraire, qui s'abat sur nous lorsque nous jetons un regard critique sur ce sujet. Il s'agit, pour ainsi dire, d'un vent contraire informel qui vient d'organisations telles que la Fondation Amadeu Antonio, par exemple, qui en Allemagne est financée par le gouvernement. Et là, nous ressentons tous déjà ce vent contraire propagandiste. Mais, selon ce pacte, qui oblige politiquement les États à adopter des mesures juridiques, on peut aussi s'attendre à des mesures juridiques et factuelles contre les médias et contre la liberté d'expression.

Intervieweur : Cela veut dire, si on lit entre les lignes de ce pacte qui semble très bien au premier abord... Je vais le comparer à une boîte avec du poison sur laquelle il est écrit « sucre ». Si vous en comprenez l'essence, lisez ce contrat entre les lignes. N'est-ce pas en fin

de compte complètement méprisant pour l'homme ?

Gerhard Wisnewski : Absolument. Avec cette migration, cette migration de masse, avec la migration de masse organisée, dans les règles ou régulière, on fait finalement beaucoup avancer ce projet anti-humain vers sa finalisation. Parce qu'il ne faut pas oublier une chose, je l'ai mentionnée plus tôt : Pourquoi d'ailleurs les migrations existent-elles ? La migration existe parce que des gens vont mal et parce qu'il y a d'autres personnes qui font en sorte qu'ils aillent mal, parce qu'ils bombardent ces gens, les couvrent de révolutions, déstabilisent leurs États et mettent ainsi les masses en mouvement. C'est pourquoi il y a des migrations. Et logiquement la chose suivante que vous pouvez à peine imaginer, c'est que l'ONU pour établir son « État mondial composé de migrants » a besoin de choses comme le déplacement et la guerre qui lui permettent de créer cette ressource que représente le migrant légendaire.

Intervieweur : Vous avez mentionné Churchill, par exemple. J'ai choisi ici trois citations, dont la première est de Richard Nikolaus Coudenhove-Kalergi, un maître à penser de l'UE.

Il écrivait déjà en 1925, il y a presque 100 ans : « L'homme du futur lointain sera un hybride. »

Nicolas Sarkozy, ancien Président de la République, a déclaré en 2008 : « L'objectif est le mélange racial. Le défi du mélange des différentes nations est le défi du 21^{ème} siècle. »

Et maintenant, Frans Timmermans, premier vice-président de la Commission de l'UE, qui a déclaré en 2015 : « La diversité est le destin de l'humanité. L'Europe sera diverse, comme toutes les autres parties du monde. »

Si vous entendez ces citations de 1925, peut-on douter qu'il s'agit vraiment d'un plan de très longue haleine ? Parce que c'était même avant Churchill.

Gerhard Wisnewski : Oui, c'est correct, je suis d'avis que c'est prévu depuis au moins 100 à 150 ans. Ce n'est pas surprenant non plus, car il s'agit en fin de compte d'une domination mondiale, c'est-à-dire d'un pouvoir total. Depuis combien de temps n'est-il pas planifié ! Et depuis combien de temps n'y a-t-il pas de stratégie pour ça ?! Mais nous avons aujourd'hui devant nous la stratégie la plus réussie de tous les temps, qui – pour autant que nous puissions le voir – fait fléchir les États devant le régime de migration et que c'est donc une stratégie qui va probablement avoir du succès, pour autant que nous puissions en juger jusqu'ici.

Et qu'est-ce qui se passe ? Admettons qu'ils mélangent tout. Je crois que j'en ai parlé la dernière fois au sujet des frontières. À quoi le mélange de ces personnes aboutira-t-il ? À quel niveau ? On peut aussi observer ça à l'école : Si des enfants ayant des capacités très différentes sont mélangés, à quoi est-ce que cela aboutira en fin de compte ? Au plus petit dénominateur commun. C'est-à-dire qu'ils vont créer une masse déculturelisée et désintellectualisée, qu'ils pourront très, très facilement maîtriser, au moyen de smartphones, de chips, et autres. Et c'est l'objectif de tout cela, alors que les frontières nationales avaient créé des zones protégées, tout d'abord pour le développement des cultures. Il faut en quelque sorte un État pour développer une culture, presque comme une boîte de Pétri pour développer une culture bactérienne. C'est peut-être pour ça que les noms se ressemblent. Donc un espace protégé dans lequel cette culture peut se développer de plus en plus, comme sur une spirale, et se construire. Mais si de tous les côtés ils envoient de plus en plus d'autres cultures dans la spirale, la culture ne peut plus se développer. Elle va s'effondrer.

Intervieweuse: Eh bien, tout à l'heure vous avez dit : Il s'agit de la domination du monde, il s'agit de créer un « super État de l'ONU ». Ce Pacte des Nations Unies sur les migrations est-il le début de la fin pour l'Europe ?

Gerhard Wisnewski : Oui, je pense que oui, parce que l'Europe est un objectif principal de ces stratèges, précisément parce qu'elle a toujours été le moteur de la civilisation et de la culture. Et ce n'est pas du racisme ou quoi que ce soit d'autre, c'est juste la réalité. Chaque culture a ses beaux côtés, ses côtés constructifs, ses côtés plaisants, mais les cultures diffèrent, elles ont été différentes dans le passé. Et l'Europe, avec plus tard les États-Unis comme rejetons, était le centre de la civilisation technique. Et si nous suivons maintenant ces flux migratoires, puisqu'il existe des cartes de ces flux migratoires, alors nous voyons que ce qu'on appelle l'arme migratoire vise le cœur même de ces civilisations techniques, du moins en Europe car, à mon avis, c'est le principal ennemi de l'ONU. C'est le « savoir-faire » de la culture, de l'intellect. S'il y a quelque chose comme ça, je ne peux pas diriger le monde très facilement. C'est mauvais quand j'ai quelque chose comme ça dans mon État du monde, c'est-à-dire des centres culturels, techniques, intellectuels qui doivent être aplatis, et c'est l'objectif, l'un des principaux objectifs de ces vagues de migration.

Intervieweuse: Certains pays ont déjà annoncé qu'ils ne signeraient pas. Avons-nous encore une chance, à trois semaines de la signature, de faire basculer le tout ?

Gerhard Wisnewski : Eh bien, si je dois répondre à cette question d'un point de vue allemand, je suis sceptique, car le gouvernement fédéral y a joué un rôle décisif et en a été très fier.

Jusqu'à ce que malheureusement pour eux quelques personnes aient lu cette chose qu'ils ont concoctée. Mais dans d'autres pays, comme on le voit dans ces pays qui se retirent, il y a de très bonnes chances que cela puisse encore s'inverser. Et j'ai le sentiment en observant ce processus, que les États qui se sont retirés... qu'à travers ces tournures diplomatiques qu'ils utilisent... on pourrait effectivement voir quelque chose qui ressemble à un réveil.

Pensez-vous que tous ces diplomates lisent tout ça ? Bien sûr que non ! Si je regarde le contrat du Brexit que Mme May a concocté ! Un livre épais de 585 pages, pensez-vous qu'un seul membre du Parlement britannique ait lu les 585 pages ? Je suis presque sûr que non. Et c'est la même chose ici et c'est peut-être aussi un point très important. Si vous essayez de lire ce pacte vous-même... Et on le trouve maintenant sur Internet, même en allemand, alors vous réalisez que personne ne veut vraiment que vous lisiez ça. Parce que moi, qui suis journaliste, je peux voir très facilement quelles techniques sont utilisées pour dissuader une personne de lire un document. Donc si je voulais faire ça, j'écrirais quelque chose comme ça. Eh bien, je suppose que 70 % de ce blabla sont complètement inutiles et ne sont que des fumigènes pour vous dissuader de vraiment lire ces trucs.

C'est aussi une technique de dissimulation. Si ça vous tombe entre les mains et que vous essayez de lire 1 ou 2 pages, alors ça vous hérissé les cheveux. Ce n'est pas un texte qu'on a envie de lire. Et puisque vous en avez parlé tout à l'heure, pourquoi une traduction allemande si tardive ? Nous avons observé cela à plusieurs reprises, notamment avec d'autres documents de l'ONU. Par exemple, il y a une étude de l'ONU sur la migration de remplacement, c'est-à-dire dans l'original anglais « Replacement Migration », c'est en fait... sans équivoque... mais ensuite en allemand ils ont traduit « migration de remplacement » par « migration de conservation des effectifs ». Donc dans cette situation les traductions ont déjà été falsifiées, parce qu'un des pays cibles de cette stratégie est l'Allemagne et peut-être aussi d'autres pays d'Europe centrale. On ne veut donc pas qu'ils comprennent trop vite ce qui se joue réellement.

Intervieweuse: Alors c'était certainement l'une des raisons pour lesquelles il n'y avait rien à

entendre publiquement pendant si longtemps en Allemagne ?

Gerhard Wisnewski : Bien sûr !

Intervieweuse: Il y a plusieurs pétitions contre le pacte qui ont été présentées au comité de pétition, qui n'ont toutes pas été publiées. Et la raison invoquée était que cela entraverait le dialogue interculturel. Est-il vrai que le gouvernement allemand veut délibérément faire taire le peuple allemand dans cette affaire ?

Gerhard Wisnewski : Oui, certainement ! Le gouvernement allemand coopère activement à cette stratégie, à cette stratégie d'animosité envers l'europe et envers les allemands. Ce qu'on a le droit de penser, puisque selon le Pacte seuls les migrants sont protégés contre une telle discrimination. Le gouvernement allemand est un tireur de ficelle très important et aussi un collaborateur et un outil dans la réalisation de ce plan pour affaiblir, affaiblir massivement, la culture et la civilisation technologiques européennes.

Intervieweur : Oui, bien que je me demande aussi, où sont les véritables migrants... Où sont les gens qui ont faim... Quoi qu'il en soit, en Éthiopie, où ils se trouvent, ils ont d'énormes problèmes. Je vois ici, du moins chez moi en Allemagne, ou quand je viens ici en Suisse et en Autriche, mais surtout chez nous en Allemagne – je vois partout des hommes jeunes et bien nourris qui se promènent. Mais ceux qui sont vraiment dans le besoin, ceux qui ont vraiment besoin d'aide, ceux qui ont vraiment faim, ceux qui ne survivraient probablement pas à un tel voyage, vous ne les trouverez pas ici. A quoi est-ce dû ? Parce qu'après tout, on veut aider les gens.

Gerhard Wisnewski : Eh bien, c'est vrai. Si on regarde, on voit surtout des hommes jeunes, bien bâtis, athlétiques, bien nourris, en forme. Et des hommes très sportifs. Et, il y a aussi des enregistrements vidéo où certains de ces migrants disent très clairement : Nous sommes des militaires. Par exemple : Après avoir franchi la barrière de Ceuta, l'enclave espagnole au Maroc, l'un d'eux a crié qu'il était militaire – ou « nous sommes militaires ». Et puis, quand on les regarde ainsi, on se pose vraiment la question, surtout quand ils font la queue quelque part pour une distribution de nourriture ou quoi que ce soit d'autre... alors ça renverse un peu cette image, à tel point qu'on se demande si c'est ça le migrant sous la forme bien connue du soldat ? Et ensuite cela donne une image cohérente.

Intervieweur : Oui, merci beaucoup ! C'était très révélateur. Nous sommes déjà arrivés à la fin de notre temps. Avez-vous apporté quelque chose d'autre que vous aimeriez nous transmettre à propos de tout cela ?

Gerhard Wisnewski : Oui, bien sûr. J'ai apporté plein de choses. D'abord et avant tout, bien sûr, mes livres. J'aimerais très volontiers vous en remettre (ils sont aussi disponibles sur wisnewski.ch). Mes livres de l'année, qui ont déjà été mentionnés. 2018 et 2017, je les ai ici avec moi. Ce ne sont que des copies d'auteur, elles ne sont plus disponibles sur le marché, car certains savent qu'il y a eu une bataille juridique à ce sujet. Et c'est ce que j'ai apporté sur notre stand de livres, derrière. Et bien sûr, je voulais aussi mentionner un produit de qualité suisse, le journal Express-Zeitung, pour lequel je travaille et qui traite également ces sujets. Et nous voilà de nouveau sur le sujet, parce que nous avons également publié une édition et c'est probablement l'information la plus complète jamais publiée sur ce sujet du Pacte mondial sur la migration. Une édition spéciale sur ce Pacte mondial sur la migration. Oui, c'est vraiment traité en profondeur sur 64 pages, graphiquement très bien préparé – et aussi sur le plan journalistique. Donc, tout ce que vous avez vraiment besoin de savoir à ce sujet, au moins c'est écrit sous une forme lisible, ce qu'on ne peut pas dire du pacte lui-même. Et bien sûr, je suis aussi disponible pour donner des autographes. Vous pouvez vous abonner à l'Express-Zeitung, mais vous pouvez aussi acheter des numéros individuels et nous avons décidé de faire une offre exclusive pour cette AZK. À savoir, avec un abonnement, vous recevez deux numéros uniques gratuits. Bien sûr, j'aimerais beaucoup

vous remettre cela, surtout si vous n'avez pas encore de cadeau de Noël. Mais, pour en revenir à notre sujet, j'aimerais aussi vous donner l'occasion d'aborder ces réflexions et d'essayer de révéler les stratégies derrière ces choses, de les révéler pour vous-mêmes et de les rechercher pour vous-mêmes. Vous n'êtes pas obligés de croire tout ce que je dis. Mais je voulais vous ouvrir cette perspective globale et historique. Ce pacte mondial sur la migration est une pierre angulaire importante dans l'établissement de la dictature mondiale. Et c'est contre ce plan que nous devons nous défendre, le plus tôt possible.

Gerhard Wisnewski : Merci, merci beaucoup !

Merci, merci beaucoup ! Merci.

Merci beaucoup. Très sympathique !

Merci beaucoup !

Intervieweur : Merci beaucoup pour ces paroles claires ! Merci beaucoup.

Gerhard Wisnewski : Je pense qu'on doit parler clairement. Merci beaucoup.

Ivo Sasek : Merci beaucoup ! C'était vraiment la fac. J'ai une question de l'auditoire, nous pourrions peut-être y répondre très brièvement. Quelqu'un demande : Comment et où, ceux qui font pression pour le Pacte – et leurs enfants et petits-enfants, veulent-ils vivre à l'avenir ? Est-ce que tous ces gens ont déjà leurs terrains au Paraguay ?

Gerhard Wisnewski : Oui, je crois. Eh bien, il y a aussi des informations qui vont dans ce sens, que les élites ont bien sûr déjà créé des espaces pour y fuir. Mais cela fait également allusion à une question fondamentale, que j'ai également mentionnée précédemment : celui qui attaque l'humanité de cette façon, oui, comment l'imaginer ?... est-ce que lui-même il appartient toujours à l'humanité ?

Ivo Sasek : C'est une question intéressante.

Gerhard Wisnewski : Et là, je suis encore perplexe quant à l'ampleur du problème, de sorte que, comme je l'ai dit, un foyer du problème c'est l'ONU et les stratèges qui l'ont fondée à l'origine et dont leurs successeurs se cachent encore derrière aujourd'hui. Mais peut-être que ça va plus loin. J'espère pouvoir vous tenir au courant.

Ivo Sasek : Merci. Merci encore pour cette réponse.

Gerhard Wisnewski : Tout le meilleur !

Ivo Sasek : Merci beaucoup !

Gerhard Wisnewski : Merci beaucoup pour votre invitation.

Ivo Sasek : Bon, on fait comme ça.

Gerhard Wisnewski : Merci de tout cœur ! Merveilleux !

de Gerhard Wisnewski

Sources:

<https://www.anti-zensur.info/azk16>

Cela pourrait aussi vous intéresser:

#GerhardWisnewski-fr - www.kla.tv/GerhardWisnewski-fr

#PacteMigration - de migration notre destin commun ? - www.kla.tv/PacteMigration

#16emeAZK - 16ème conférence AZK - www.kla.tv/16emeAZK

#FormationNonCensuree - non censurée - www.kla.tv/FormationNonCensuree

Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...



- ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- peu entendu, du peuple pour le peuple...
- des informations régulières sur www.kla.tv/fr

Ça vaut la peine de rester avec nous!

Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: www.kla.tv/abo-fr

Avis de sécurité:

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!

Cliquez ici: www.kla.tv/vernetzung&lang=fr

Licence:  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.